



FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 11:

MARDI, 24 SEPTEMBRE 2013

Le Segment de haut niveau s'est poursuivi mardi matin et s'est achevé par un dialogue interactif final. Les négociations sur les projets de décisions se sont poursuivies au sein de trois groupes de contact sur le programme et le budget, les questions non budgétaires et les questions relatives au CRIC. Au cours de la session de clôture du Segment de haut niveau qui a eu lieu dans l'après-midi, Hanifi Avci, Turquie, a proposé d'accueillir la CdP 12 en 2015.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

TABLE RONDE II: MESURES À METTRE EN ŒUVRE POUR SURMONTER LES OBSTACLES RENCONTRÉS DANS LA MULTIPLICATION ET LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CLD: Le

Co-président Gertze a introduit la session et le modérateur Garrity a résumé les messages clés de la journée précédente, notamment les efforts de régénération des terres déployés par les paysans au Sahel qui stimulent des partenariats au niveau régional et mondial pour protéger les écosystèmes sensibles des terres arides.

Igor Kachanovsky, Ministre adjoint des ressources naturelles et de la protection environnementale du Bélarus, a évoqué les initiatives de politique nationale sur la GDT, soulignant les approches intégrées en matière de développement agricole et industriel, et le soutien pour la GDT et le partage des meilleures pratiques.

Mudiyansele Uthpala Dayananda Basnayake, Secrétaire permanent du Ministère de l'environnement et des énergies renouvelables du Sri Lanka, a déclaré que davantage de recherche et de développement sont essentiels pour la GDT, et a appelé le Secrétariat de la CLD à aider à mobiliser des financements innovants.

L'Ambassadeur Carlos Manuel Rojas Lago, Ministère des affaires agricoles de Cuba, a souligné les efforts nationaux pour intégrer les politiques et la législation pertinentes en matière de GDT, et a souligné le potentiel de l'Initiative latino-américaine pour la science et la technologie pour promouvoir la coopération régionale en sciences appliquées pour la GDT.

Répondant aux présentations, Franklin Moore, Administrateur adjoint, Bureau pour l'Afrique de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), a souligné le changement de paradigme à l'œuvre dans le soutien international pour les zones arides, passant de l'aide humanitaire au renforcement des capacités de résilience. Décrivant l'élaboration des politiques nationales comme « le lieu où les approches ascendantes et descendantes se rencontrent », il a souligné la valeur de « codifier » les bonnes pratiques, telles que la régénération gérée par les agriculteurs dans le Sahel, mais a averti que pour les agriculteurs très pauvres, un soutien financier initial pourrait être nécessaire pour encourager les investissements dans la GDT et l'innovation.

Au cours des discussions, le MALI a proposé une approche à trois volets, y compris la diffusion de pratiques réussies, d'aborder les contradictions entre le droit coutumier et moderne,

et d'encourager le développement de produits adaptés à tous. Le SWAZILAND a déclaré que la sécurité alimentaire est le dénominateur commun entre les conventions de Rio, et a demandé l'adoption d'une approche intégrée pour les prochaines étapes. L'OUZBEKISTAN, mettant en évidence la perte de terres productives due à la catastrophe de la mer d'Aral, a appelé au soutien des approches régionales, et a averti que, avec le coût exorbitant de la remise en état, la prévention est essentielle.

La SUISSE a instamment demandé l'analyse et la diffusion rapide des bonnes pratiques de gestion durable des terres en utilisant des plateformes de connaissances existantes, telles que WOCAT, et a appelé à la construction du PPCS en intégrant les répertoires de contenu existants pour fournir un accès aux parties prenantes de la CLD à différents types de connaissances sur la DDTs. L'ÉGYPTE a souligné la nécessité de soutenir les agriculteurs en tant qu'acteurs de la filière des services écosystémiques, et non seulement en tant que producteurs alimentaires.

TABLE RONDE III: DIMENSIONS ÉCONOMIQUES DE LA DÉSERTIFICATION, DE LA DÉGRADATION DES TERRES ET DE LA RESTAURATION: Onno

Adalbert Hückmann, Ambassadeur de l'Allemagne en Namibie et Lahcene Kaid - Slimane, Ambassadeur de l'Algérie en Namibie, ont co-présidé cette session. Hückmann a ouvert la séance et a présenté l'initiative sur les Dimensions économiques internationales de la dégradation des terres (DEDT).

Le Conférencier d'honneur et modérateur Richard Thomas, Coordinateur scientifique de l'initiative DEDT de l'Université des Nations Unies, a présenté les résultats de l'initiative. Il a indiqué que les recommandations comprenaient: d'établir des paiements pour services écosystémiques (PSE); d'encourager des versements volontaires pour la conservation; de créer des programmes de microfinance; d'établir des plateformes de recherche, de politiques et de parties prenantes; et d'améliorer la disponibilité des données à travers l'éducation, la communication et la collaboration.

Dans son discours d'ouverture, Naoko Ishii, Directrice générale et Présidente du FEM, a déploré que la plupart des experts et des organisations internationales travaillent encore en vases clos. Elle a noté que la terre est le point de rencontre des questions environnementales, et a déclaré que le FEM souhaite travailler de concert avec la CLD afin de catalyser l'action et de rompre les vases clos.

Maria Teresa Kralikas, Ministre de la Direction générale des questions environnementales, Ministère des affaires étrangères de l'Argentine, a attiré l'attention sur les coûts élevés de la DDTs en matière sociale et de services écosystémiques. Elle a déclaré que le développement de produits à valeur ajoutée pour les petits exploitants a été guidé par des politiques dans le cas de l'Argentine, en passant par la diffusion des meilleures pratiques. Elle a conclu que les entreprises à buts lucratifs seulement et opérant dans les zones arides n'atteindront pas de véritable GDT sans intervention du gouvernement.

Jean-Pierre Thebault, Ambassadeur de l'environnement, Ministère des affaires étrangères de la France, a instamment demandé de rompre avec l'approche en vases clos, y compris parmi les conventions, les mentalités et les départements gouvernementaux, et a salué le projet de création d'une IPS. Il a

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Beate Antonich, Aaron Leopold, Suzi Malan, Wangu Mwangi, Mihaela Secieru et Lynn Wagner, Ph.D. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT à la CdP11 à la CCD peut-être contactée par email à l'adresse suivante: <wangu@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

instamment demandé que soient réglées les affaires internes, en évitant les débats de principe qui empêchent une mobilisation effective dans le cadre de la Convention, et en abordant des questions telles que le développement d'indicateurs.

L'intervenant Michael Mack, WBCSD et Chef de direction, Syngenta, a signalé que les agriculteurs de subsistance sont « des petites entreprises en devenir ». Saluant le rapport sur la DEDT, il a déclaré que son accent sur une analyse factuelle contribuerait à davantage d'évaluations du rapport coûts-avantages de la dégradation des terres, ce qui est une condition préalable à de bonnes pratiques en matière d'agronomie et de décisions politiques.

La CHINE a souligné les possibilités d'améliorer les moyens de subsistance et d'accroître les richesses dans son pays par le contrôle de la désertification, et a apporté des précisions sur certaines méthodes utilisées. Le ZIMBABWE a rappelé les réalisations du Programme de gestion communautaire des ressources autochtones (CAMPFIRE) ayant recours à la participation communautaire pour améliorer la gestion durable des terres. La ZAMBIE a noté le rôle de la CLD dans la facilitation de l'aide aux points focaux nationaux en matière d'analyse de la DEDT. Le MAROC a mis l'accent sur le fait de prendre le temps et l'espace en compte lors de la détermination des coûts de restauration et de remise en état. L'INDE, citant l'ampleur de la dégradation des terres dans son pays, a discuté de la complexité du régime foncier et de son rôle dans la restauration des terres.

Soulignant la gravité de la dégradation des terres, l'ÉTHIOPIE, le NIGER et l'ALGÉRIE, ont souligné que les ressources limitées des pays en développement imposent une responsabilité de la communauté internationale à fournir un soutien par le biais des conventions telles que la CLD. Les PHILIPPINES et la BOSNIE ont insisté sur les partenariats mondiaux pour sensibiliser, cette dernière invoquant l'urbanisation et les modes alternatifs d'utilisation des terres comme étant les principaux facteurs de la dégradation des terres.

DISCUSSION FINALE DES MINISTRES SUR LA VOIE À SUIVRE: Le Président Herunga de la CdP 11 a ouvert la session finale de la Session de haut niveau. Hanifi Avci, Directeur général, Direction générale de la lutte contre la désertification et l'érosion, Ministère des forêts et des affaires relatives à l'eau de la Turquie, a présenté les activités nationales de son pays et la participation à la CLD, et a annoncé l'offre de la Turquie d'accueillir la CdP 12 en 2015.

Monique Barbut, Secrétaire exécutive entrante de la CLD, a qualifié la CLD d'instrument essentiel pour la réalisation du développement durable. Elle a exprimé son soutien aux synergies entre les conventions et a déclaré qu'elle allait s'assurer que les indicateurs de la CLD soient compatibles avec ceux observés dans d'autres conventions de Rio.

Le SOUDAN, le TIMOR-LESTE, l'INDONÉSIE et OMAN ont souligné la nécessité de transfert de technologies et de renforcement des capacités pour, entre autres, sensibiliser les responsables politiques et du public sur les impacts de la DEDT. Le délégué du VIET NAM a expliqué que, bien que les programmes de reverdissement réussis ont commencé au Viet Nam, son pays est toujours à la recherche de méthodes pour améliorer les moyens de subsistance locaux.

L'ÉGYPTE a déclaré que son pays est composé de 96 % de désert, et a instamment demandé la traduction des décisions de la CdP en actions et progrès concrets et à ce que les Parties soient tenues responsables de l'action ou de l'inaction. L'IRAK et le BANGLADESH ont décrit le défi de réduire la salinité des terres. L'IRAK a en outre expliqué que, au cours des 20 prochaines années, le pays pourrait devoir abandonner certaines terres agricoles en raison d'une pénurie d'eau.

Le MALAWI a demandé le soutien de la CLD pour développer des méthodes de surveillance et d'évaluation; identifier les principaux moteurs de la DEDT et quantifier l'impact économique de cette dernière; et identifier les bonnes pratiques. Les PHILIPPINES ont indiqué que les programmes de conservation, de protection et de restauration sont nécessaires pour assurer les moyens de subsistance et la GDT. Le KENYA a décrit le cadre de la politique de son pays pour répondre à la DEDT. Le BRÉSIL a attiré l'attention sur le faible coût de nombreuses bonnes pratiques.

La FAO a souligné ses contributions à la CLD et a déclaré qu'elle envisagerait d'accueillir le MM si cela était bien accueilli par les Parties et le Secrétariat.

ENDA, s'exprimant au nom des OSC, a indiqué que les États sont des acteurs essentiels des efforts de multiplication, et un secteur privé responsable sera également essentiel. Zenab for Women in Development, du Soudan, s'exprimant au nom des OSC, a déclaré que les Parties devraient se concentrer sur les facteurs de dégradation des terres, incluant notamment des discussions sur l'industrie minière, la déforestation et l'agriculture à grande échelle. La déléguée a demandé que la CLD ne s'engage seulement qu'avec les entreprises qui se compromettent en faveur de moyens de subsistance durables et d'écosystèmes sains.

Le Président du Forum entreprises au service de la GDT, David Nuyoma, a présenté la Déclaration du Forum, qui comprenait des engagements à: participer à la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie; surveiller, mesurer et communiquer l'impact des activités commerciales sur les terres; et intégrer la GDT dans les opérations commerciales.

Dans son allocution de clôture de la séance, le Président Herunga de la CdP a résumé les discussions tenues dans les tables rondes et a souligné que la Convention devrait, entre autres: continuer à renforcer la mise en œuvre de la Convention en ligne avec la Stratégie; mettre l'accent sur la reconnaissance des terres et des sols en tant que fondement du lien entre la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté et donc donner une impulsion aux pays pour mobiliser des ressources et multiplier la GDT; et passer d'une approche réactive à une attitude plus proactive pour faire intervenir la prévention et la planification au niveau national.

Le Secrétaire exécutif Gnacadja a assuré les délégués que l'issue de la Session de haut niveau sera présentée à la CdP pour examen. Notant la pertinence de la Convention pour les personnes vivant dans les zones arides, in a déclaré que cette CdP sera remémorée pour avoir accueilli un agriculteur qui a prononcé une allocution lors d'un événement de haut niveau.

GROUPES DE CONTACT

Dans le groupe de contact du COW sur les questions non budgétaires, qui portaient sur la stratégie de communication et le suivi du Résultat de Rio+20, les Parties ont débattu de la DEDT et de la terminologie du MNDT, et du mandat de la CLD en ce qui concerne le Résultat de Rio+20. Les discussions ont été reportées à des consultations bilatérales.

Le groupe de contact du CRIC a accompli des progrès dans les projets de décisions portant sur: le renforcement des relations avec d'autres conventions et organisations; les procédures ou mécanismes supplémentaires pour aider la CdP à examiner la mise en œuvre; et l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention par rapport à la Stratégie. Les délégués ont débattu, entre autres de: l'augmentation de l'accès aux bases de données existantes; la pertinence des références au FEM et le rapport sur les zones arides mondiales; et les meilleures options pour aller de l'avant avec les procédures de notification. Dans la soirée, le groupe a travaillé sur un projet de décision modifié sur le processus itératif relatif à l'évaluation de la mise en œuvre, y compris les indicateurs de performance et d'impact, la méthodologie et les procédures d'établissement de rapports.

DANS LES COULOIRS

Tandis que le second Forum entreprises au service de la GDT prenait fin en marge de la CdP 11, de nombreuses conversations dans les couloirs ont porté sur des sujets liés à l'implication croissante du secteur privé dans la CLD. Alors que certains ont souligné l'importance de développer des partenariats public-privé et étaient heureux qu'un certain nombre d'acteurs du secteur privé assistent à leur première CdP de la CLD, y compris le WBCSD, d'autres s'inquiétaient du fait que, tout comme la Convention s'est lancée sur la voie de promouvoir des politiques et des pratiques basées sur des faits, la même règle ne peut pas être appliquée à tous les nouveaux partenariats. Les ONG se sont demandé si on peut s'attendre à ce que le secteur privé soumette des rapports à la Convention de la même façon qu'ils l'ont fait, et ils ont reconnu que leur rôle de chiens de garde de la Convention avait été relâché. Pendant ce temps, l'examen des possibilités et des implications du Soil Leadership Academy, qui a été lancé mardi par la CLD, en partenariat avec le secteur privé, y compris le WBCSD et un « financement de démarrage » de Syngenta, a été brièvement mis de côté alors que les délégués de même que le personnel local se sont précipités pour observer une pluie torrentielle sur une Namibie frappée par la sécheresse.